

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF
Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : Guinée

TITRE DU PROJET : Fonike*, entrepreneurs sociaux pour la paix en Guinée (*Les jeunes)
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) : PBF/IRF-327/00119221

Modalité de financement du PBF:

IRF
PRF

Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires):

Fonds d'affectation spéciale national
Fonds d'affectation spéciale régional

Nom du fonds d'affectation spéciale :

Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) :
ONG internationale

Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) :

Partenaires de mise en œuvre - ONG:

- Osez innover
- Association des Blogueurs de Guinée
- Parlement des Jeunes de l'Union du Fleuve Mano
- Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée

Autres partenaires - Gouvernement:

- Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale (MCUN)

Date approximative de démarrage du projet: 15 octobre 2019

Durée du projet en mois : 18 mois (**18 mois + 6 mois = 24 mois**) jusqu'au 11 décembre 2021

Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Conakry (Ratoma et Matoto), Boké, Kindia, Pita, Labé, Siguiri, N'Zérékoré, Kouroussa.

Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF:

Initiative de promotion de l'égalité des sexes

Initiative de promotion des jeunes

Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)

Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :

Search for Common Ground: 1,500,000\$

Total PBF : 1,500,000\$

*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :

PBF 1^{ère} tranche (_%):	PBF 2^{ème} tranche* (_%):	PBF 3^{ème} tranche* (_%):
Search: 524,999.91\$	Search: 524,999.91\$	Search: 449,999.92\$

Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :

Cette initiative pilote de 18 mois repose sur un nouveau concept innovant développé par Search appelé "Youth 360", et vise à renforcer le leadership et l'impact des jeunes dans la prévention des conflits en Guinée en contribuant à un environnement plus favorable à ces acteurs en tant qu'« entrepreneurs sociaux pour la paix ». Le contexte électoral en Guinée (élections 2018, 2019 et 2020) suscite de nombreuses tensions et est à l'origine de manifestations violentes incluant les jeunes. Aussi, plus largement, le contexte socio-économique et politique actuel est particulièrement propice à une dégradation de la situation sécuritaire au vu des crises violentes enregistrées ces derniers temps, et du manque de mécanismes efficaces favorisant la prévention et la transformation pacifique des crises. Dans ce contexte, l'approche Youth 360 vise à capitaliser sur les ressources locales existantes (potentiel humain, réseaux d'ONG locales, groupes informels, volonté des jeunes à participer et être reconnus comme des partenaires pour la paix). Ce faisant, elle cherche à soutenir le leadership des jeunes dans la consolidation de la paix, en combinant l'accès des groupes de jeunes - formels ou informels, marginalisés - à des ressources financières (problématique majeure pour ces acteurs), techniques et humaines (coaching) afin qu'ils développent leurs propres projets de consolidation de la paix. En s'appuyant sur les partenaires locaux, l'approche soutient également l'appropriation locale et la durabilité de l'initiative. En outre, les projets des jeunes seront pensés comme de véritables enjeux de transformation des conflits, et non comme de simples activités d'occupation ou d'autonomisation économique. Ces projets pourront être par exemple des campagnes de théâtre participatif communautaire visant à adresser les violences basées sur le genre, des événements de dialogue entre les jeunes et les autorités locales ou encore des campagnes de communication pour sensibiliser les communautés à la prévention des conflits. Il s'agit de donner les outils nécessaires aux jeunes leaders afin qu'ils deviennent des **entrepreneurs sociaux autonomes pour la paix**. Ce faisant, l'initiative proposée souhaite également catalyser la transformation positive des perceptions des jeunes par les communautés, les autorités et les institutions gouvernementales, les acteurs privés, et les jeunes eux-mêmes, entre autres, en s'écartant de la vision traditionnelle des jeunes "acteurs" ou "victimes" des conflits, des jeunes "bénéficiaires" des projets, pour mettre l'accent sur les jeunes "leaders, moteurs et partenaires pour la paix" en Guinée. L'initiative met également en avant l'usage des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) afin de capitaliser sur ce secteur en plein essor dans le pays et particulièrement apprécié par les cibles. C'est la combinaison de ces facteurs qui fait de cette initiative et de Youth 360 une approche innovante et adaptée à l'urgence de renforcer la prévention des conflits violents en Guinée en mettant les jeunes au-devant du projet et au besoin de construire sur l'existant pour renforcer l'impact, l'appropriation et la durabilité. En prenant en compte le contexte de tension dans lequel il sera exécuté, l'initiative est également pensée pour faire face aux risques (violences, mobilisation, inclusivité des jeunes marginalisés, ne pas nuire...) en s'appuyant sur un réseau de partenaires - groupes de jeunes, communautés et institutionnels - qui ont été consultés pour prendre ces problématiques en compte et développer un projet adapté.

Résumer le mécanisme de consultation adopté pour formuler le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris (i) via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant, et (ii) avec les communautés cibles et la société civile.

Des consultations sous forme d'ateliers de travail avec les OSC partenaires et les Ministères de la Jeunesse et de l'Emploi et du MCUN ont été conduites durant le développement de l'initiative afin d'intégrer les idées et commentaires de chacun et renforcer l'approche du projet. Grâce à notre réseau et celui de nos OSC partenaires, nous avons également conduit des consultations auprès des jeunes via des formulaires partagés sur les réseaux sociaux (Facebook), et dans les préfectures cibles où nous disposons déjà d'agents terrains. Grâce aux contacts établis avec le Ministère de la Jeunesse et le réseau des OSC, nous avons également pu nous informer sur les projets du PBF afin de comprendre aux mieux les résultats atteints et la façon d'utiliser ceux-ci (jeunes formés, plateformes de dialogue existantes, etc...) dans l'initiative proposée.

Le Secrétariat du PBF en Guinée a également été régulièrement consulté durant des réunions de travail afin de maximiser la synergie avec les projets du PBF existants ou déjà clôturés, réviser les activités, le M&E logframe et le budget.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes : 2
Spécifiez le pourcentage (%) et le montant (\$) du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes :
880,776.50 \$ (59%)

Degré de risque du projet : 1

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement) : 2.3

Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue :

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue :
ODD6: paix, justice et institutions efficaces, ODD5: égalité entre les sexes

Le cas échéant, Objectif National Stratégique auquel le projet contribue :
Objectifs de la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et Renforcement de la Citoyenneté:
- Promouvoir une gouvernance ouverte participative et assurer le dialogue politique permanent
- Renforcer la paix et une citoyenneté respectueuse des diversités dans un contexte d'intégration régionale

Type de demande :

Nouveau projet
Révision de projet X

Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois : 6 mois (12 Déc 2019 – 11 Juin 2021+ 6 mois donc du 11 Juin à 11 Décembre 2021)

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF supplémentaire : Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD XXXXX

Brève justification de la révision :

Le contexte politique fortement polarisé, notamment le double scrutin (les législatives et le référendum, tenus le 22 mars 2020) marqué par une série de manifestations qui ont fortement impactées les déplacements de l'équipe projet de Conakry vers les zones cibles du projet pour la mise en œuvre des activités. L'équipe projet s'est ainsi vue obligée de prendre des mesures d'ajustements, de réorientation et une série de planifications de plusieurs activités, qui ont contribué au ralentissement de la réalisation des activités. Par ailleurs, l'apparition de la pandémie de COVID-19 a conduit à des restrictions sanitaires, qui ont occasionné un retard dans la mise en œuvre du projet. Cette situation qui a rendu inévitable non seulement le report de plusieurs activités devant regrouper un grand nombre de personnes, mais aussi le report de certaines activités nécessitant le transport des participants ou du staff vers les zones de mise en œuvre du projet. L'équipe projet s'est ainsi vue obligée de prendre des mesures d'ajustements, de réorientation et une série de planifications de plusieurs activités, qui ont contribué au ralentissement de la réalisation des activités. Outre ces contextes, un besoin de coaching renforcé dans la mise en œuvre des initiatives des jeunes a été exprimé afin d'accroître l'impact et la durabilité du projet bâti sur l'approche Youth360. En effet, après la réalisation des activités de mobilisation des 320 jeunes et la sélection de 16 projets, un temps suffisant (selon le ProDoc, les initiatives ont besoin d'au moins 8 mois pour leur implémentation, mais à cause du retard, nous calibrons sur 6 mois d'extension pour assurer cela) mérite d'être accordé aux projets des jeunes pour leur mise en œuvre.

En réponse à la COVID-19 et au virus Ebola, nous avons opté pour le respect des mesures barrières à chaque activité jusqu'à nouvel ordre. Nous continuons aussi d'adapter la programmation afin d'inclure des approches communautaires de sensibilisations pour continuer à soutenir les jeunes et les communautés et à mettre en œuvre les principales activités du projet. Ces actions nous permettront de pallier aux potentiels conflits intercommunautaires récents dans la zone, et apporter une réponse au faible niveau de confiance entre les citoyens et les autorités locales. À travers ce projet, nous comptons réagir rapidement en tirant parti des plates-formes existantes de confiance (plutôt que d'en créer de nouvelles) et des messagers pour aider à fournir des informations crédibles, à dissiper les rumeurs, à lutter contre la stigmatisation et à humaniser les problèmes.

En outre, nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires pour évaluer les moyens les plus sûrs et les plus efficaces de mener à bien les activités du projet, en tenant compte à la fois de la pandémie de la COVID-19 et du virus Ebola.

L'extension n'aura aucune incidence financière. Le budget disponible nous permettra à suffisance de mettre en œuvre les activités restantes jusqu'à à réalisation de l'évaluation finale.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Nom du représentant: Allassane DRABO, Directeur Régional, Afrique de l'Ouest, Search Guinée Tél: +224 626265508 e-mail: adrabo@sfcg.org</p> <p>Signature </p> <p>Nom de l'agence: Search for Common Ground Date et visa :</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : Assaitou BALDE,</p> <p>Signature </p> <p>Titre : Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes</p> <p>Date et visa :</p>
<p>Coordonnateur résident</p> <p>Nom : Vincent MARTIN, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies</p> <p>Signature </p> <p>Date & visa : </p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /pour Nom du représentant : Oscar Taranco Fernandez</p> <p>Signature </p> <p>Titre : Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p>Date & visa : 15 juin 2021</p>

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

- a) Décrire brièvement l'**analyse de conflit** et la relation entre les conclusions de l'analyse et le projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes.

Le système de conflits en Guinée

Malgré les efforts des institutions gouvernementales, des initiatives locales et internationales en Guinée pour prévenir les conflits, ceux-ci restent très présents à travers le pays, et s'exacerbent particulièrement en période électorale, période de cristallisation des tensions socio-économiques et politiques.

On retrouve ainsi dans le pays plusieurs types de conflits, dont les causes, si elles sont souvent dues à des problématiques de gouvernance, sont renforcées par l'incapacité des acteurs (communautés, acteurs privés, représentants du gouvernement, élus locaux, etc...) à transformer pacifiquement les différends et de la faiblesse des structures de médiation en place, favorisant le recours à la violence et les représailles au risque de reproduire des cycles de violence. Le sentiment de marginalisation de certains acteurs tels que les jeunes et les femmes, ou encore plus largement de la population dans les processus de gouvernance, participent également au renforcement des tensions, qui se traduisent régulièrement par des crises violentes.

Ainsi, les conflits agitant la Guinée se développent généralement à partir de problématiques structurelles politiques (manifestation en périodes électorales, sentiment d'absence de représentation...); socio-économiques (grève des enseignants 2017-2019, accès aux services de base...); ou encore liés à la gouvernance des ressources naturelles (conflits fonciers, sentiment de marginalisation des populations au profit des acteurs privés du secteur minier tels qu'à Boké ou Siguiré).

Par ailleurs, l'instrumentalisation des griefs des populations par les leaders politiques par exemple, tendent également à favoriser le repli communautaire selon des lignes ethniques, religieuses, ou encore inter-générationnelles, renforçant ainsi les risques de conflits inter-groupes.

Un contexte électoral particulier

La période électorale actuelle (élections législatives en 2019 et présidentielle en 2020) est déjà marquée par la polarisation sociale et politique, qui s'ajoute au climat général de tensions socio-économiques et politiques. Si les violences ont traditionnellement rythmé les élections des années passées en 2010, 2013, 2015 et 2018, les élections à venir se couplent à une possible modification de la Constitution. Les rumeurs à ce sujet ont engendré de nombreuses manifestations violentes à travers le pays depuis le début de 2019, et ce contexte de tensions réaffirme le besoin de soutenir les efforts de prévention des conflits et de cohésion sociale.

L'implication des jeunes dans les conflits et les efforts de consolidation de la paix en Guinée

Les jeunes de 15-34 ans¹ représentent 32,5% de la population guinéenne² et jouissent d'une balance équitable des genres, avec un ratio genre de 1.01 homme/femme³. Ce capital humain représente un potentiel moteur de développement et de promotion de la paix. Les déclarations des plateformes de jeunes comme le Balai Citoyen, ou encore les affiches de groupes de jeunes postés à Conakry en faveur ou non

¹ Les données démographiques sur les jeunes disponibles pour la Guinée se basent sur la définition des jeunes des Nations Unies (15-24 ans) et non sur la définition de la Charte Africaine de la Jeunesse (15-35 ans), sur laquelle se base l'initiative.

² La population de 0 à 24 ans représente 60.63% de la population totale, CIA, Africa: Guinea — The World Factbook.

³ Ibid.

d'une modification de la constitution en amont des élections de 2019 sont autant de signes de l'implication et du rôle que souhaitent jouer ces acteurs dans ce contexte. Ceci, couplé au risque que les manifestations s'intensifient au cours des mois à venir, démontre ainsi que la promotion de l'inclusion de ces acteurs dans le débat public et en tant que moteurs de la consolidation de la paix est une opportunité cruciale de transformation des conflits, dans un contexte où les jeunes sont régulièrement instrumentalisés par les acteurs politiques. Ce besoin est d'ailleurs reconnu par le PBF, qui prévoit dans sa programmation régulière de 2019 d'exécuter à travers Search et le PNUD un projet axé sur la participation des jeunes dans la prévention des conflits en période électorale en région forestière. Par ailleurs, la volonté d'inclusion des jeunes en période de tension électorales a également été soulignée lors des consultations menées par Search et ses 4 partenaires avec 260 jeunes, dont 97 femmes durant le développement du proposal.

Au-delà du contexte électoral, la participation des jeunes dans les différentes crises qui affectent la Guinée montre que cette frange de la population est un acteur à part entière des conflits en Guinée, en tant qu'acteur de la paix, de la violence ou encore en tant que victime de celle-ci. Traditionnellement, les jeunes les plus marginalisés tels que ceux venant des milieux ruraux, les jeunes déscolarisés ou non scolarisés, encore ceux aux profils socio-économiques les moins élevés, sont considérés comme les plus vulnérables à la violence et à l'instrumentalisation. Pourtant, la participation des jeunes élèves et étudiants en milieu urbain durant la mobilisation des enseignants de 2017 prouve que ceux-ci sont également des acteurs à considérer dans l'analyse des conflits. Dans la même veine, si les femmes sont traditionnellement perçues comme victimes de violence, il est à noter qu'elles peuvent être également des acteurs de violence ou exercer une influence majeure en faveur ou non à la transformation pacifique des conflits, comme cela a été le cas durant les manifestations violentes des élèves à Conakry en 2018. Ces dynamiques sont élaborées plus en détail dans l'analyse de conflits suivante.

Quelles relations avec les autres acteurs ?

Un certain nombre de facteurs expliquent pourquoi les jeunes hommes et femmes s'estiment souvent marginalisés des centres de pouvoirs et peu associés aux efforts de consolidation de la paix en tant que partenaires à part entière.

Les jeunes, souvent considérés à tort comme un groupe homogène - c'est-à-dire sans distinction basée sur leur âge, leur accès aux opportunités de développement (éducation, emploi, et autres services de base), leur genre, ou encore leurs réseaux (groupes formels et informels) - sont généralement perçus par les communautés et les élites dirigeantes comme les victimes ou les acteurs de violence, en témoigne les rapports médiatiques⁴. À cela s'ajoute leur manque de crédibilité, de fiabilité aux yeux de ces acteurs, qui tend également à les considérer comme peu expérimentés pour mener activement les efforts de consolidation de la paix. En effet, les structures institutionnelles gouvernementales, les structures communautaires ou traditionnelles tendent à privilégier un leadership basé sur l'expérience « des aînés », bénéficiant d'une meilleure légitimité au sein de la société. Ce déficit de confiance des populations et des élites est également renforcé par la perception que cette catégorie de la population représente un enjeu d'instrumentalisation en temps de crise, notamment par les partis politiques.

Ces perceptions sont accrues par la couverture médiatique des incidents impliquant les jeunes et la diffusion incontrôlée de messages attisant les rumeurs, la méfiance et la haine dans la presse et sur les réseaux sociaux, dont l'influence est grandissante en Guinée⁵.

⁴ Libération, 20/02/17 Guinée : au moins 5 morts lors de manifestations pour la réouverture des classes, Jeune Afrique, 15/03/18, Guinée : deux jeunes tués par balles lors d'une manifestation de l'opposition

⁵ Taux de pénétration de l'Internet mobile en plein essor (27% en 2017, avec un réseau 4G nouvellement établi en avril 2019), et augmentation des investissements dans le secteur des TIC (11%)

Ces dynamiques se traduisent par un sentiment d'exclusion des jeunes des processus politiques et décisionnels, qu'il s'agisse des mécanismes et des programmes de gouvernance locale comme les Plans Locaux de Développement, ou encore des stratégies nationales liées par exemple à l'enseignement (crise de 2017-18). Le manque de dialogue continu et de qualité entre l'Etat et ses représentants nationaux, régionaux ou locaux, les communautés, et les jeunes, ne permet pas la prise en compte des dynamiques affectant spécifiquement ces derniers – y compris les plus vulnérables et les plus marginalisés tels que les femmes, les handicapés, les chômeurs ou les jeunes déscolarisés–, et représente un frein dans l'appropriation de ces politiques par ceux-ci. En ignorant les problématiques affectant les jeunes et les marginalisant des processus décisionnels, les politiques publiques et des politiques de prévention des conflits ne peuvent pas non plus adresser de façon efficace les risques des conflits.

Outre les acteurs politiques, institutionnels nationaux et locaux, les communautés et leurs leaders, les forces de sécurité sont également des acteurs majeurs dans l'analyse des conflits sensibles aux jeunes. Comme l'illustrent les rapports des médias, l'usage excessif de la violence par les forces de sécurité envers les jeunes lors des manifestations⁶ contribue également à l'effritement du dialogue et de la confiance entre eux, alimentant le cycle de conflits.

Quels défis face aux jeunes ?

Lors de nos consultations avec 260 jeunes, 14% nous ont indiqué qu'ils pensaient que les jeunes n'étaient pas inclus dans les initiatives de paix, et seuls 27% nous ont indiqué qu'ils avaient personnellement fait partie d'initiatives pour la paix menées par le gouvernement, les bailleurs ou tout autre acteur "non jeune".

Par ailleurs, lorsqu'ils sont inclus dans des initiatives soutenant la paix, c'est généralement en tant que « bénéficiaires » et non comme « leaders » de projet. De plus, lorsqu'il s'agit des groupes informels de jeunes, ils sont souvent encouragés à se regrouper sous la forme d'organisations formelles qui ne sont pas nécessairement adaptées à leurs attentes et objectifs.

Finalement, comme l'indique le rapport du FNUAP « Les absents de la paix », au-delà du manque de confiance et d'intégration réelle par leurs partenaires, souvent en position de pouvoir, les initiatives menées par les jeunes - et en particulier celles menées par des groupes informels - sont souvent confrontées à des contraintes opérationnelles et financières. Ces dernières représentent un défi particulier pour les acteurs souhaitant contribuer aux efforts de consolidation de la paix puisque la durabilité de leurs activités est souvent limitée du fait de l'incapacité des groupes à financer et gérer de façon pérenne leurs initiatives.

Pourtant, l'implication des jeunes dans les manifestations politiques et socio-économiques démontrent une volonté de leur part de faire entendre leurs revendications et de se mobiliser en tant que citoyens engagés pour contribuer au renforcement d'une société démocratique, inclusive et respectueuse des droits de l'homme — comme le soutient la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et Renforcement de la Citoyenneté (2019).

En effet, en opposition aux dynamiques de violence, les jeunes leaders revendiquent une plus grande inclusion dans les processus décisionnels des structures de gouvernance et de résolution des conflits, ainsi qu'une meilleure prise en compte de leurs revendications et de leurs frustrations par les élites détentrices du pouvoir. De nombreuses initiatives menées par les jeunes – groupes informels, volontariat, activités génératrices de revenus (AGR), entrepreneuriat, initiatives à but lucratif ou non – se sont développées et professionnalisées ces dernières années dans le but de renforcer la participation de la jeunesse dans la sphère publique et dans les initiatives de prévention des conflits. Ces initiatives – telles que les campagnes de sensibilisation par les jeunes de quartiers sur la prévention des conflits – insufflent

⁶ France 24, 21/02/17, En images : une manifestation pour la réouverture des écoles fait 5 morts en Guinée

des perspectives positives de participation de la jeunesse dans la prévention des conflits, tout en soutenant le développement d'un nouveau leadership.

La problématique du genre: un défi transversal

Ces dynamiques et défis touchent d'autant plus les jeunes femmes, qui sont particulièrement victimes des inégalités basées sur le genre: selon les chiffres les plus récents d'UNICEF, le taux d'alphabétisme des femmes par rapport aux hommes n'était que de 33% en 2012⁷. En 2016, seuls 26% des fonctionnaires d'Etat étaient des femmes, occupant des postes à responsabilités limitées pour la majorité, et elles ne représentent que 21% du parlement.

Par ailleurs, comme mentionné plus tôt, les jeunes femmes sont traditionnellement perçues comme des victimes du système de conflits et de la violence. Selon l'ONU, les femmes sont particulièrement exposées aux violences sexuelles ou encore aux enlèvements en période de conflits⁸, et selon UNOWAS, "les femmes et les jeunes [...] sont les premières victimes des menaces sécuritaires, du trafic de drogues et des êtres humains"⁹ en Afrique de l'Ouest.

Pourtant, elles apparaissent aussi comme des auteurs de violence et des forces d'influence importantes au sein de leurs communautés, pouvant appuyer la cohésion sociale ou au contraire attiser les tensions. La participation des jeunes filles aux différents mouvements protestataires des femmes en Guinée, tel que la marche blanche de 2018¹⁰, la marche de novembre 2018 contre la violence¹¹, ou encore la participation des jeunes élèves aux mouvements protestataires de 2018 en sont le témoin.

Cependant, malgré leur influence apparente dans les dynamiques sociétales, les jeunes femmes restent marginalisées des processus de prise de décisions, du fait entre autres, de leur manque de légitimité aux yeux des populations et des détenteurs du pouvoir. Ces défis sont renforcés par les barrières culturelles et traditionnelles, qui pourraient représenter des freins additionnels à leur participation à la sphère sociale. De plus, le manque d'expertise sur la problématique du genre, de prise en compte de cette problématique transversale dans les politiques publiques et les initiatives pour la paix, et le manque d'actions spécifiques pour encourager la participation des jeunes femmes, se traduisent par une représentation limitée de ces dernières au sein des initiatives de consolidation de la paix.

Les perceptions d'inégalité horizontale (entre les jeunes et le reste de la population; et au sein même du groupe "jeunes"¹²), apparaissent ainsi comme l'un des défis majeurs pour que la jeunesse s'affirme comme l'une des leaders des efforts de consolidation de la paix.

Opportunités et relation avec l'initiative - Bref résumé du concept Youth 360

Pour faire face à ce contexte, l'initiative proposée de piloter une nouvelle méthodologie développée par Search, "Youth 360", développée à partir de consultations avec des groupes de jeunes à travers le monde, ainsi que le PBF à New York City pour renforcer ce modèle collaboratif de prévention des conflits. Youth 360 offre aux jeunes leaders un accès via des experts à des ressources techniques, humaines et financières via un coaching technique personnalisé et assuré par des experts qui se basent sur l'analyse de leurs besoins et des dynamiques de conflits dans leurs localités. Cette analyse des conflits menés par les jeunes en début de projet, permettra par ailleurs de collecter des données pour le montant limitées sur la problématique des jeunes et des conflits en Guinée. Par ailleurs, l'initiative vise également à

⁷ Très peu de données sont disponibles en Guinée, et les données offertes ici sont celles disponibles au public sur Internet

⁸ UN, 12/15, Les femmes, la paix et la sécurité

⁹ UNOWAS, 03/07/2017, Les femmes et les jeunes, premières victimes des menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest

¹⁰ BBC, 07/03/18, Guinée: "marche blanche" des femmes

¹¹ BBC, 14/11/18, <https://www.bbc.com/afrique/region-46203946>

¹² Les inégalités horizontales entre les différents acteurs jeunes et qui sont basées sur le genre, la nature du groupe (formel, informel), le niveau socio-économique (pauvre, élite), etc.

encourager la transformation positive des perceptions des jeunes d'eux-mêmes ainsi que celles des autres acteurs (communautés, leaders, acteurs privés, bailleurs, autorités locales et nationales) grâce au renforcement du dialogue et en offrant l'opportunité aux jeunes leaders de leur présenter leurs initiatives pour la paix, et ainsi se positionner comme des acteurs crédibles en Guinée.

Ainsi, au-delà de la conception selon laquelle les jeunes ne pourraient qu'être acteurs ou victimes de violence (en particulier les femmes), les jeunes hommes et femmes ne doivent pas uniquement être considérés comme récipiendaires de programmes de paix, mais partenaires d'exécution pour contribuer à la paix et à la cohésion sociale en Guinée. Youth 360 propose ainsi de soutenir les projets des jeunes, qui seront pensés comme de véritables enjeux de transformation des conflits, et non comme de simples activités d'occupation ou d'autonomisation économiques. Il s'agit de donner les outils aux jeunes leaders afin qu'ils deviennent des entrepreneurs sociaux autonomes pour la paix.

- Les jeunes ciblés - des groupes formels et informels, les femmes - sont au cœur de l'initiative et à tous les niveaux de prises de décisions (meneurs, bénéficiaires et partenaires du projet) grâce à des partenariats avec des acteurs spécialistes de ces questions et des activités spécifiques (experts jeunes, des droits des femmes, etc...)
- Des actions spécifiques de mobilisation et des outils de formation sont pensés afin de permettre l'inclusion des acteurs traditionnellement marginalisés tels que les femmes
- Le programme de formation et de coaching sera particulièrement axé sur l'entrepreneuriat social pour la paix et la durabilité de leurs activités le cas échéant (gestion de projet, financement autonome), en plus des valeurs de consolidation de la paix selon l'Approche Common Ground (ACG).
- En menant l'analyse des conflits dans leur communauté et en bénéficiant d'un renforcement spécifique de leurs capacités et connaissance en prévention des conflits, les leaders pourront choisir de façon éclairée les initiatives qu'ils souhaitent mener pour la paix
- Les TIC seront utilisés afin de connecter les jeunes leaders aux coaches et au reste de la communauté, promouvoir de nouveaux partenariats et faire face aux défis de l'isolation géographique
- Les jeunes utilisent des plateformes de dialogues afin de se positionner comme des acteurs crédibles pour la paix
- Le fonds d'incubation, qui pourra être financièrement renouvelé par des investissements privés et par les propres initiatives des jeunes dépendamment de leur choix (dons, mobilisation communautaire, prêts remboursables...), permettra d'assurer un soutien financier aux jeunes leaders à l'issue du projet.

b) Expliquer succinctement la manière dont le projet est en phase avec et appuie les **cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies**, et promeut l'appropriation nationale et comment le projet se base sur une phase précédente, le cas échéant, et/ou profite des **enseignements pertinents**.

Du point de vue institutionnel, l'initiative proposée capitalise sur les efforts déployés par le gouvernement pour la consolidation de la paix, de promotion de la jeunesse et de l'égalité des genres tels que la Politique Nationale Genre (2011), la Politique Nationale de la Jeunesse 2011-2020, la loi sur la parité dans l'accès aux postes dans les institutions publiques (2019) et la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et de Renforcement de la Citoyenneté (2019) dont l'un des objectifs vise à renforcer la participation des jeunes hommes et jeunes femmes dans les institutions publiques, leur autonomisation économique et la promotion de l'égalité des genres dans les processus décisionnels. Plus précisément, en renforçant le leadership des jeunes et leur participation dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Guinée, et en leur offrant l'opportunité d'engager les différents acteurs institutionnels pertinents, l'initiative proposée participe ainsi à l'institutionnalisation de cette Stratégie. Elle le fait en offrant à la fois aux jeunes, à la société civile et aux institutions étatiques l'opportunité de contribuer via les activités

de l'initiative aux axes 1 et 2 de la stratégie¹³. Le projet soutient ainsi également les ODD6: paix, justice et institutions efficaces et ODD5: égalité entre les sexes, en assurant que l'ensemble des activités de l'initiative soit sensible aux conflits et au genre.

Du point de vue programmatique, l'initiative capitalise sur les résultats déjà atteints ou en cours de réalisation des projets du PBF, de Search - Guinea, et des autres partenaires oeuvrant pour la consolidation de la paix en Guinée afin d'utiliser les ressources existantes (humaines, techniques) et éviter l'éparpillement des efforts pour assurer de meilleurs résultats. Ceci se traduit par l'utilisation par exemples des clubs de paix menés par les jeunes du projet de Search - Guinée "Unis dans nos différences", financé par l'Union Européenne afin de cibler et mobiliser les différents acteurs jeunes des préfectures cibles (groupes informels, femmes, marginalisés...); ou encore par la mobilisation des jeunes formés par différents projets financés par le PBF, dont le "Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée" et le "Projet d'appui au renforcement des initiatives locales des jeunes pour la consolidation de la paix". L'initiative a également été discuté avec le secrétariat du PBF en Guinée afin d'assurer une synergie des actions avec le portfolio actuel et à venir.

Enfin, la collaboration avec les Ministères de la Jeunesse, du MCUN et plus généralement les autorités locales (dont les élus, les représentants préfectoraux, les conseils communaux...), et leur inclusion dans les activités clés du projet favoriseront l'appropriation nationale du projet, la transformation des normes via le renforcement du dialogue - notamment vis à vis de l'inclusion des jeunes dans la prévention des conflits en tant que partenaires -, et la réflexion sur les avenues pour la pérennisation de l'initiative au-delà du projet.

- c) Un résumé des **interventions existantes** dans le secteur de l'intervention proposée en remplissant le tableau ci-dessous :

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
-----------------------	--------------------	----------------------------	---

¹³ Respectivement "Promouvoir une gouvernance ouverte participative et assurer le dialogue politique permanent " et "Renforcer la paix et une citoyenneté respectueuse des diversités dans un contexte d'intégration régionale"

<p>Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée</p>	<p>Bailleur: PBF: 1,442,360</p> <p>Réциpiendaires: UNFPA, UNICEF, UNESCO</p>	<p>Le projet vise deux résultats majeurs : (1) assurer que les Plans Locaux de Développement (PDL) et les Programmes Annuels d'Investissement (PAI) révisés des 20 Communes concernées sont sensibles aux conflits, à l'égalité de genre et aux préoccupations et besoins spécifiques des jeunes ; (2) les besoins spécifiques des jeunes et leur rôle en tant qu'agents de changement positifs sont connus et discutés dans les collectivités et communautés.</p>	<p>L'objectif de ce projet est de mettre en place un cadre formel de dialogue entre les jeunes et les autres acteurs notamment les autorités locales afin de renforcer la participation des jeunes dans les processus décisionnels et ainsi prévenir les conflits les impliquant. L'initiative proposée pourra capitaliser sur les acquis tels que les jeunes U reporters, et les jeunes des conseils communaux des jeunes, déjà formés, pour assurer la mobilisation et le ciblage des jeunes leaders de l'initiative, participer au monitoring du projet et permettre une communication large autour de l'initiative et des projets développés par les jeunes bénéficiaires. Ce projet ayant mis l'emphase sur la formation des jeunes femmes, ceci permettra à l'initiative de capitaliser sur ces efforts afin de toucher les jeunes femmes leaders et/ou marginalisées.</p>
--	--	--	--

<p>Projet d'appui au renforcement des initiatives locales des jeunes pour la consolidation de la paix en Guinée</p>	<p>Bailleur: Fond pour la Consolidation de la Paix: 850,000\$</p> <p>Réциpiendaire: ACORD</p>	<p>Ce projet vise la poursuite de la mise en place des mécanismes du dialogue de paix communautaire et de concertation entre les groupes de jeunes hommes, femmes et filles (H/F), plus particulièrement, le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits existants. Ceci est réalisé par le biais de l'opérationnalisation d'un système national d'alerte précoce et de réponse rapide qui soit plus sensible au genre et animé par les Jeunes H/F.</p>	<p>L'initiative renforce les initiatives de dialogue entre les jeunes et les autres acteurs impliqués dans la prévention des conflits ainsi que l'approche people to people. Les initiatives de paix des jeunes développés par les jeunes de l'initiative proposée permettront également de soutenir indirectement le mécanisme d'alertes précoces et de réponse rapide grâce à la collaboration entre les acteurs et le partage d'information.</p>
<p>Projet d'appui à la prévention des conflits en période électorale et à la pérennisation des Synergies locales des acteurs pour la paix en Guinée Forestière (PBF, programmation 2019)</p>	<p>PBF: 1,000,000\$</p> <p>Réциpiendaires: PNUD, Search</p>	<p>Ce projet vise la prévention des conflits en période électorale, le renforcement de la coordination des infrastructures sociales de paix et le renforcement du dialogue avec les jeunes et de leur participation dans la prévention des conflits en période électorale - N'Zérékoré</p>	<p>L'initiative proposée touchera la préfecture de N'Zérékoré et participera ainsi à la synergie et la complémentarité des actions avec ce projet, exécuté également par Search.</p>

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) Une **brève description du contenu du projet** – les résultats principaux du projet, la stratégie de mise en œuvre, et comment le projet va répondre aux facteurs identifiés dans l'analyse de conflit dans la section 1 (cette section doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes).

Le projet proposé permettra de piloter l'approche Youth 360 en Guinée. L'objectif principal du projet sera de donner aux jeunes les moyens de contribuer activement à la paix et à la sécurité dans le contexte politique et social polarisé du prochain cycle électoral.

Résultat 1: La réduction des conflits socio-politiques est effective dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes hommes et femmes

Produit 1.1: Des partenariats et un cadre de suivi du projet avec les partenaires nationaux sont établis.

A1.1.1: Réunions du comité de pilotage

Un comité de pilotage sera composé des représentants de Search, des 4 partenaires de mises en œuvre - Osez Innover, ABLOGUI, le PJUFM, le Club des jeunes filles leaders de Guinée -, des représentants du Ministère de la Jeunesse, et du MCUN, de la Primature et du Secrétariat du PBF en Guinée. Ce comité se réunira au début de l'initiative puis de façon semestrielle afin d'assurer l'appropriation nationale et le suivi du projet.

A1.1.2: Réunions du comité technique

Un comité technique de suivi, composé des représentants techniques des mêmes institutions se réunira trimestriellement afin d'assurer la bonne conduction de l'initiative et le respect de ces objectifs, et fournir des recommandations à l'équipe de l'initiative.

A1.1.3: Formation initiale des partenaires d'implémentation

Cette première formation ciblera les équipes des leaders des 4 OSC de mise en œuvre ainsi que celle de Search et passera en revue les fondements de l'ACG, les procédures de suivi de Search et les méthodologies de mise en œuvre de l'initiative, de l'entrepreneuriat social pour la paix sensible au genre et aux personnes marginalisées. Cette première activité sera exécutée au début de l'initiative, et sera délivrée par l'équipe de Search et le partenaire Osez Innover, afin d'assurer la mise à niveau de l'ensemble des acteurs de mise en œuvre et préparer les acteurs à la mise en œuvre aux activités. Des sous-subsventions seront allouées aux 4 OSC de jeunes partenaires afin de les soutenir financièrement dans la mise en œuvre des activités de l'initiative. Search mettra en place un système de suivi afin d'assurer la bonne utilisation de ces fonds.

Produit 1.2: Les jeunes participent à un processus inclusif d'analyse participative des conflits.

Dans le mois suivant le lancement du projet, et avant la validation de la planification des activités, une analyse participative des conflits et sensible au genre au sein des zones d'intervention sera menée par les OSC de jeunes partenaires, avec le soutien de Search, dans les 8 localités ciblées.

A1.2.1: Formation des partenaires de mise en œuvre sur les techniques de collecte de données et d'analyse des conflits sensible au genre et développement des outils de collecte de données

Ces organisations seront formées en analyses de conflits et sur la problématique de l'insertion des jeunes dans les processus de consolidation de la paix dans les communautés.

Cette formation aura pour but de former les agents des OSC partenaires qui mèneront l'analyse de conflits sur les objectifs de l'activité et les méthodologies d'analyse.

Cette activité permettra à Search et aux OSC partenaires de développer collaborativement la méthodologie de recherche, les termes de références, les outils de collecte de données et toutes autres références en vue de l'analyse des conflits.

A1.2.2: Mobilisation des 320 jeunes bénéficiaires de l'initiative et de l'analyse.

L'analyse des conflits, en plus de mettre en exergue les dynamiques de conflits dans les 8 localités, permettra également d'identifier une première partie (320) des jeunes bénéficiaires de l'initiative. La mobilisation présentera donc clairement l'initiative globale, les enjeux et les objectifs afin d'assurer la participation pérenne des jeunes à l'ensemble des activités dans lesquelles ils s'engageront. Les organisations de jeunes mèneront l'identification de 320 jeunes de groupes formels et informels de 18 à 35 ans, incluant des femmes et autres acteurs marginalisés. Pour mobiliser les 320 jeunes (40 par localité), Search et ses partenaires lanceront un appel à participation à des focus groups qui permettront de collecter les données. Cet appel ouvert se fera 1) via un formulaire d'inscription partagé sur les réseaux sociaux, et 2) par les agents dans les 8 localités qui mèneront des activités d'information et de ciblage spécifique des jeunes les plus marginalisés (incluant les femmes, les jeunes de groupes informels). Environ 160 (50%) jeunes seront identifiés via un formulaire d'inscription distribué sur Facebook, et les 160 autres (50%) seront identifiés via ces activités de ciblage. Ces dernières permettront d'assurer l'inclusivité et la représentation d'acteurs les plus marginalisés (les femmes, les jeunes des groupes informels). Les critères de sélection des jeunes seront : l'âge (18-35 ans), l'intérêt pour la prévention des conflits, l'appartenance à un groupe formel ou informel, la capacité à s'investir dans l'initiative pendant 18 mois, la localisation (8 localités). Au moins 30% des jeunes identifiés seront des femmes. Cette méthodologie mixte d'identification et de mobilisation des jeunes permettra à l'initiative d'assurer l'inclusivité et la diversité. Elle a été testée durant le développement du proposal (voir section ciblage des bénéficiaires).

Cette activité charnière devrait connaître la présence des jeunes en nombre suffisant pour leur identification. Elle conditionne la suite de la mise en œuvre du projet. Pour des raisons de COVID-19, elle a été reportée. Le décalage de ces activités a eu un effet domino sur toutes les autres activités conduisant ainsi au non-respect du workplan initialement validé lors de la première réunion du comité technique du 06 Mars 2020. Aussi il s'avère nécessaire, pour une mise en œuvre efficace et durable des initiatives des jeunes sélectionnés d'accorder une période un peu plus longue soit d'au moins 3 mois pour le suivi et le coaching de ces initiatives. Il s'agira également de permettre à l'équipe projet et aux coachs de s'assurer d'une utilisation efficiente des ressources mise à la disposition de ces jeunes.

A1.2.3: Collecte des données et création d'un rapport d'analyse.

Les OSC de jeunes mèneront la collecte de données grâce à des focus groups avec les 320 jeunes identifiés et des échanges avec les autres acteurs pertinents (leaders communautaires, autorités, OSC...). Un rapport d'analyse des conflits sera produit afin de renforcer la compréhension des dynamiques dans les 8 localités, collecter les données sur les perceptions des jeunes et afin d'informer les activités suivantes du projet.

Elle permettra d'identifier et d'analyser les dynamiques interrelationnelles à travers ces zones, de comprendre les fractures sociales, et d'évaluer le niveau d'inclusion des jeunes dans les initiatives de paix et la confiance dont ils jouissent dans leurs communautés. L'objectif de cette analyse est d'identifier les facteurs d'inclusion ou d'exclusion des jeunes dans les initiatives et politiques de consolidation de la paix dans les zones du projet. Cette analyse permettra aussi de mieux comprendre les raisons qui motivent l'inclusion ou l'exclusion des jeunes dans les initiatives en faveur de la paix dans leurs communautés et de comprendre si la dynamique d'inclusion ou d'exclusion des jeunes est la même dans toutes les zones du projet. Il s'agira également de s'intéresser au paysage socio-économique des zones

d'intervention, afin d'identifier des opportunités d'activités de résilience économique qui pourront servir à inspirer les jeunes dans le cadre des projets qui seront en compétition.

Nous partons du postulat que les jeunes sont plus prompts à parler des sujets qui les concernent avec leurs pairs qu'avec d'autres acteurs. Ainsi, en utilisant cette méthodologie, cette recherche sera plus apte à prendre en compte les aspirations des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et vis-à-vis des rôles qu'ils peuvent y jouer.

Par ailleurs, au cours de la collecte de données pour cette analyse de conflits, les données de base sur les indicateurs seront collectées par l'équipe S&E. Ces données serviront de guide pour l'équipe dans la mise en œuvre du projet en vue de l'atteinte des résultats escomptés de l'action sur le terrain et auprès des bénéficiaires. Une méthodologie mixte (collecte de données quantitatives et qualitatives) sera utilisée à cet effet. Et la collecte sera assurée par l'équipe S&E de Search. La taille de l'échantillon sera représentative à chaque localité - ceci dans le but de s'assurer que les données sont le reflet de l'opinion de chacune des localités.

A1.2.4: Atelier de validation du rapport d'analyse.

Un atelier de validation du rapport sera tenu afin de présenter les données au comité de pilotage et aux acteurs clés tels que les représentants des 2 Ministères partenaires, du PBF, des autorités locales.

Produit 1.3: Les jeunes leaders développent une compréhension commune des dynamiques de conflit dans leur communauté

A1.3.1: Création et administration d'une page internet

Pour tenir compte de la place grandissante des TIC¹⁴ en Guinée et particulièrement chez les jeunes, l'initiative mettra en place un certain nombre d'actions se reposant sur l'usage des TIC. Ainsi, une page internet (site, ou page Facebook, dépendamment des résultats de l'analyse préliminaire sur le meilleur outil à sélectionner) sera développée et administrée par le partenaire ABLOGUI afin de présenter l'initiative et en faire la plateforme de communication des jeunes leaders. Cette page permettra de communiquer au public les avancées de l'initiative, de sensibiliser, d'assurer le plaidoyer en faveur d'un changement de perception des jeunes dans le cadre de la prévention des conflits, et de présenter les projets développés par les jeunes (voir activités suivantes) de leur conception (Produit 2.2) à leur exécution (Produit 2.4).

A1.3.2: Formation des formateurs (pour la préparation au concours)

Pour assurer la préparation des 320 jeunes leaders identifiés (A1.1.2), Search et Osez Innover mèneront la formation des formateurs (environ 30 jeunes issus des 4 OSC partenaires) afin de leur permettre de mener les ateliers de préparation au Concours (Produit 2.2) de façon autonome. Cette formation se concentrera sur les concepts de prévention des conflits, du genre, entrepreneuriat social, l'usage des TIC et sur les compétences soft telles que la communication et le plaidoyer. Au total, 3 formateurs seront assignés par localité, pour un total de 24 formateurs.

Après la tournée de formation, les formateurs continueront d'être des points focaux disponibles via des rencontres informelles et les TIC pour apporter un soutien ponctuel aux jeunes.

A1.3.3: Ateliers de préparation au "Concours pour l'entrepreneuriat social des jeunes pour la paix" (phase initiation)

Durant 4 jours, les 320 jeunes identifiés participeront à des ateliers ludiques, participatifs et mêlant théorie et pratique afin de développer leurs connaissances (ou les mettre à niveau) sur la consolidation

¹⁴ Taux de pénétration de l'Internet mobile en plein essor (27% en 2017, avec un réseau 4G nouvellement établi en avril 2019), et augmentation des investissements dans le secteur des TIC (11%).

de la paix, l'entrepreneuriat social pour la paix, la problématique du genre, l'inclusion, la communication, le plaidoyer, et d'autres sujets qui leur permettront d'acquérir les connaissances pratiques pour participer pleinement au Concours (Produit 2.2). Ces ateliers serviront également à restituer les résultats de l'analyse participative, et à orienter les jeunes dans le développement de leurs idées de projets en vue du Concours. Cette première "phase de formation" a pour but de mettre sur un même pied d'égalité l'ensemble des jeunes ciblés, y compris les plus marginalisés.

Résultat 2: Amélioration de la cohabitation pacifique dans les communautés ciblées par le projet par l'engagement des jeunes leaders.

Produit 2.1: Le fonds d'incubateur permet la pérennisation des initiatives jeunes dans les efforts de consolidation de la paix

A2.2.1: Plaidoyer auprès des acteurs et partenaires et processus de réflexion pour la pérennisation du Fonds d'incubation pour les projets des jeunes pour la paix

Un Fonds d'incubation alimenté initialement par l'initiative sera mis en place en vue de l'incubation des projets des jeunes (Produit 2.4). Durant la vie de l'initiative, il sera administré par Search et permettra au groupes de jeunes leaders de disposer d'un financement initial afin de lancer leurs activités pour la paix. Pour assurer la pérennité du Fonds, des activités de plaidoyer et de développer de la stratégie de pérennisation seront mises en œuvre à travers des rencontres entre les OSC des jeunes, et également avec d'autres acteurs pertinents (Ministères, autorités locales, bailleurs, acteurs privés, OSC). Pour mener ce processus, un conseil d'administration composé de ces différents acteurs être mis en place. Le plaidoyer sensibilisera l'ensemble des acteurs pertinents sur l'opportunité qu'un tel fonds représente pour les jeunes et les futurs projets qui pourraient être mis en œuvre pour la consolidation de la paix, au-delà de la durée de vie du projet. Au moment du développement du prodoc, les réflexions menées avec les OSC des jeunes ont permis de soulever les possibilités suivantes : le Fonds pourrait être alimenté par les jeunes eux-mêmes via leurs activités de mobilisation de fonds, le crowdfunding, un système de remboursement de "prêts légers" par les jeunes, des investissements des acteurs privés ou du gouvernement. La gestion du Fonds sera décidée en concertation avec les jeunes, et dépendamment des résultats des processus de réflexion. Cette activité fondamentalement est tributaire des initiatives, pour que le fonds soit pérennisé, il est important que les autorités sachent à quoi les subventions ont servi. C'est en cela que les jeunes seront reconnus comme les acteurs à part entière dans la consolidation de la paix

Produit 2.2 : Des projets pour la paix sont développés par les jeunes

16 projets seront sélectionnés grâce à un processus participatif mené par les jeunes

A2.2.1: Atelier d'élaboration des termes de référence du "Concours Youth 360 : pour l'entrepreneuriat social des jeunes pour la paix"

Search et ses partenaires de mise en œuvre développeront les termes du Concours, qui sera ouvert uniquement aux 320 jeunes ayant participé à l'analyse participative (Produit 1.1) et aux ateliers de préparation (Produit 1.2). Les critères d'éligibilité au concours seront :

- Avoir participé à l'analyse participative, aux ateliers de préparation et faire partie d'un groupe de jeunes
- Avoir entre 18 - 35 ans
- Faire partie d'un groupe formel ou informel
- Le projet doit être sensible au conflit et au genre et mis en œuvre dans leur localité
- Le groupe doit être composé de 5 à 15 jeunes
- Le projet doit viser à la prévention des conflits, la consolidation de la paix dans sa localité
- Le projet doit être en ligne avec les résultats de l'analyse des conflits.
- A but lucratif, ou non

L'initiative souhaite que 30% au moins des jeunes faisant partie des groupes soient des femmes. Les groupes de jeunes, qui auront été accompagnés dans le développement de leurs idées, devront soumettre à l'équipe du projet une proposition de projet détaillant leur projet pour la paix, et reprenant les

informations clés demandées via un formulaire (titre, objectifs, type de projet, liens avec l'analyse de conflits, cibles, sensibilisation au genre). L'initiative souhaitant cibler les jeunes les plus marginalisés, un template adapté et simplifié leur sera soumis pour complétion afin d'assurer la chance des acteurs les plus marginalisés de pouvoir proposer leurs idées pour la paix.

A2.2.2: Phase 1 du Concours: sélection des communautés sur les réseaux sociaux

Pour assurer la participation des jeunes, des communautés et des acteurs plus largement à travers le pays, 20% de la note totale d'évaluation des projets des jeunes sera attribuée par un vote sur internet, via la page internet du Concours. Les jeunes seront invités à publier les présentations de leur projets (photo, vidéo, audio, autre contenu créatif) afin de plaider auprès des internautes.

A2.2.3: Phase 2 du Concours: comité de sélection

80% de la note totale d'évaluation des projets sera attribuée par un Comité de sélection composé de représentants de : 1 représentant de Search, 1 représentant de Osez Innover, 1 représentant des OSC, 1 représentant de la communauté, 1 représentant des autorités locales. Les critères d'évaluation seront entre autres : le lien entre le projet et la consolidation de la paix, la sensibilité au genre, la faisabilité/réalisme du projet proposé, le lien avec l'analyse des conflits, la pérennité (si le projet est voué à être pérenne), l'impact communautaire. L'expérience du partenaire Osez Innover, combinée à celles de Search et de ses partenaires, permettra en particulier d'apprécier la faisabilité et la viabilité (le cas échéant) des projets des jeunes.

Les 16 groupes de jeunes présenteront leur projet au sein de leur localité. Ces présentations se dérouleront dans chacune des 8 localités en présence du jury et d'un public composé des communautés, des autorités locales et des OSC, des représentants du PBF, des 2 Ministères et les acteurs privés afin de renforcer la communication autour du projet et participer à la transformation positive des perceptions des jeunes.

Accroissement des initiatives de jeunes en réponse à la crise Ebola et lien avec la gestion sensible au conflit soit à 3 pour les 7 localités et à 5 pour la forêt, qui est la localité la plus impactée par l'épidémie Ebola. Ceci nous permet de totaliser **24 initiatives. (Résultat 2 ; Produit 2.1)**

Ces 24 projets permettront d'accompagner environ 270 jeunes (5 à 15 jeunes par groupe en moyenne). Par ailleurs, ce nombre a priori relativement restreint de jeunes touchés sera complété par les autres activités de sensibilisation menées, ainsi que par le nombre d'acteurs directement touchés par les projets des jeunes.

En se basant sur l'expérience de Search et de ses partenaires, ainsi que les consultations menées auprès des jeunes lors du développement du proposal quelques exemples de projets de jeunes peuvent être offerts : campagne de sensibilisation sur la prévention des conflits, activités de dialogues multi-acteurs, des tournois de sport réconciliant des groupes d'acteurs en conflit, des formations en prévention des conflits, etc... Les projets des jeunes pourront être à but lucratif ou non, dépendamment de leur nature, mais seront développés avec les coaches afin qu'ils soient viables durant leur durée de vie.

Parmi les 24 projets, 8 premiers bénéficieront d'une enveloppe de 5000 \$ (budget avec lesquels les groupes de jeunes fonctionnent, en moyenne), les 8 seconds bénéficieront d'une enveloppe de 3000 \$, tandis que les 8 derniers bénéficieront d'une enveloppe de 2000 \$ (Produit 2.4). Cependant, les montants seront adaptés en fonction de la nature des projets présentés.

Produit 2.3: Programme de coaching sur mesure établi pour les groupes de jeunes leaders gagnants du Concours

A2.3.1: Sélection des coaches des jeunes et formation des coaches et des formateurs

Les 16 groupes sélectionnés participeront à un processus en 3 phases : une phase de formation (assurée par des formateurs, parmi lesquels leur coach personnel), une phase de coaching (assuré par un coach personnel), une phase d'incubation (exécution de leur projet, avec le suivi de leur coach).

Les formateurs et les coachs seront tout d'abord formés en amont des phases de formation et de coaching afin qu'ils soient autonomes et efficaces pour assurer le suivi des 16 projets des jeunes.

A2.3.2: Programme de formation en entrepreneuriat social pour la paix

Ce programme de formation poussé sur l'entrepreneuriat social pour la paix permettra aux 16 groupes de jeunes sélectionnés d'obtenir les connaissances de base sur l'entrepreneuriat social pour la paix et les différentes étapes de développement de projet (étude de faisabilité, marché, finance...)

La formation des 16 groupes gagnants, qui se fera par localité (8 formations au total) sera assurée par 4 formateurs (2 entrepreneuriat social, 2 consolidation de la paix).

A2.3.3: Programme de coaching pour le développement des projets (phase coaching préfinancement)

Un programme de coaching de 4 mois sera développé pour chacun des 16 projets des jeunes.

Il y aura 2 coachs assignés par localité (consolidation de la paix, entrepreneuriat social, sensibilité au genre...) seront sélectionnés sur la base de leur expérience, leur expertise et de la nature des 16 projets gagnants.

Il visera à accompagner les groupes à développer en détail leur projet, à renforcer et à mettre en action leurs capacités professionnelles de mobilisation de fonds, suivi financier, business plan, communication et plaidoyer, ressources humaines, logistique, et éventuellement leurs capacités techniques, si nécessaire. Ce coaching prendra la forme de sessions de travail et de réunion virtuelles via l'usage des TIC. A travers ce coaching innovant et adapté, l'initiative vise aussi à proposer des alternatives aux voies de mobilisation traditionnellement promues — telles que la création d'ONG, en faveur d'un entrepreneuriat social pour la paix plus innovant. Cela permettra non seulement aux jeunes de choisir un cadre d'action adapté à leurs objectifs, mais également à promouvoir les leaders généralement marginalisés — tels que les groupes informels — en les formant sur les possibilités d'autonomisation et de renforcement de leur impact.

Produit 2.4: Les projets des groupes de jeunes leaders gagnants du Concours sont mis en oeuvre par les jeunes

A2.4.1: Investissement des fonds d'incubation et programme de coaching pour l'accompagnement à la mise en oeuvre des projets

Au terme de la première phase du coaching (préfinancement) de 4 mois, les fonds d'incubation seront injectés dans les projets des jeunes afin de lancer leur exécution. Cet investissement sera accompagné d'un coaching et un suivi financier rigoureux afin d'assurer le bon usage des fonds.

Le coaching (post-financement) des 24 groupes se poursuivra durant la mise en oeuvre des projets (8 mois) au sein des communautés des 8 localités. Ce coaching permettra d'assurer la bonne exécution des projets, d'offrir des compléments de formation aux jeunes et de les orienter et les soutenir dans leurs différentes tâches (administration, mise en relation avec les acteurs clés, suivi financier, etc...). Ce programme de coaching de mise en oeuvre permettra également d'assurer l'apprentissage de l'équipe de l'initiative.

Résultat 3: Les décideurs et les communautés sont conscients du rôle des jeunes en tant que moteurs de la consolidation de la paix et reconnaissent la nécessité de les inclure dans les efforts de consolidation et de la paix en prévision des élections de 2019-20

Produit 3.1: Les décideurs et communautés ont une meilleure compréhension du rôle des jeunes pour la paix.

A3.1.1: Youth 360 talks.

Afin de sensibiliser les communautés, les autorités, les acteurs privés et les bailleurs sur le rôle des jeunes dans la prévention des conflits, les 16 groupes de jeunes leaders mèneront des Youth 360 talks modernes et innovants durant lesquels ils pourront de façon ludique et interactive présenter leurs projets et leur

participation dans l'initiative. Ces discussions permettront de faire le lien entre les jeunes et les décideurs en particulier, et participera à la transformation positive des perceptions, tout en soutenant le plaidoyer pour une meilleure intégration des problématiques touchant les jeunes, et des jeunes eux-mêmes dans les politiques publiques et les initiatives de prévention des conflits.

A3.1.2: Productions médias

Search développera des productions média de communication tout au long de l'initiative afin de capturer les moments clés des activités et renforcer la sensibilisation et le plaidoyer mené par les jeunes leaders et les OSC partenaires. Ces productions médias prendront la forme de d'interviews audio et vidéo des jeunes, de photos, de couverture des Youth 360 Talks, de messages audio à diffuser sur les réseaux sociaux et les radios.

Produit 3.2: Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et la manière de les soutenir est reconnu.

A3.2.1: Evaluation des effets des projets des leaders.

L'initiative mènera une série d'activités pour évaluer les effets des projets des leaders dans les communautés, en termes de prévention des conflits, mais également en termes d'impact des projets sur les jeunes, les communautés, les leaders et les perceptions mutuelles du rôle des jeunes dans la prévention des conflits. Ces activités prendront la forme par exemple des scorecards (voir section S&E). L'initiative s'appuiera sur les jeunes leaders dont les projets n'auront pas été sélectionnés durant le Concours, ou encore les jeunes U-Reporters formés par le "Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée".

A3.2.2: Atelier de capitalisation et de réflexion mené par les jeunes.

Afin de discuter des résultats de cette évaluation, un atelier de capitalisation et de réflexion mené par les jeunes sera mené à Conakry en vue de tirer les conclusions de l'initiative et faire ressortir les défis et bonnes pratiques pour une éventuelle répliation ailleurs en Guinée, et permettre à 1 représentant par projet (16 jeunes leaders au total) de rencontrer les acteurs clés autorités, bailleur, acteurs privés, OSC) afin de renforcer les efforts de plaidoyer.

Nouvelle activité devant contribuer à l'atteinte du RÉSULTAT 3.

Formation des autorités en charge des questions de jeunesse sur des instruments internationaux.

Le rapport d'analyse des conflits atteste que la majorité des personnes interrogées méconnaissent les instruments internationaux reconnaissant le potentiel des jeunes. Ce constat est révélateur d'une insuffisance qui mérite d'être traitée. C'est pour donc donner suite à la recommandation qui aborde cette question que les réflexions de l'équipe projet doublées de l'une des recommandations de la 4^e réunion du comité technique a estimé utile cette formation pour ces acteurs. Ainsi, ils bénéficieront de la formation sur la R2250, la R1325, la Politique Nationale de la Jeunesse, la charte africaine de la jeunesse. Cette formation touchera 18 personnes composées des Directeurs Préfectoraux de jeunesse ou Directeurs Communaux et les Directeurs des Microréalisations.

b) Théorie du changement pour le projet

Si les jeunes développent une compréhension commune des dynamiques de conflit, renforcent leurs capacités à concevoir des réponses appropriées à ces dynamiques par la formation et le coaching pour, et ont l'opportunité de mener des initiatives locales de consolidation de la paix; et

Si le rôle des jeunes leaders en tant que moteurs de la paix est reconnu par les décideurs et les communautés ;

Alors la consolidation de la paix en Guinée deviendra plus efficace, inclusive et durable

Car les initiatives de paix prendront en compte les besoins spécifiques des jeunes et auront une plus grande adhésion de toutes les parties prenantes.

- c) **Cadre des résultats du projet**, indiquant tous les résultats attendus du projet, les produits, les activités, y compris les indicateurs de progrès, niveau de référence, cibles, (doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Annexe B à compléter – il n'est pas nécessaire de rajouter ici une explication narrative.
- d) Le **ciblage des bénéficiaires** et le **ciblage géographique** du projet – donnez la justification relative aux choix des zones d'intervention géographiques du projet, le nombre approximatif et les critères de sélection des bénéficiaires, le calendrier de mise en œuvre des activités, les mesures prises pour assurer la cohérence entre les résultats et toute autre information pertinente concernant l'approche de mise en œuvre (qui doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Il n'y a pas besoin de répéter ici tous les produits et toutes les activités du projet qui sont dans le Cadre des résultats.

Ciblage des bénéficiaires:

Les bénéficiaires directs du projet seront des jeunes femmes et jeunes hommes de 18 à 35 ans¹⁵, compte tenu de la nature des activités du projet dans lesquels ils seront impliqués. L'initiative ciblera les jeunes des groupes formels, informels, ainsi que les jeunes femmes.. Les jeunes pourront ou non avoir été inclus dans des initiatives pour la consolidation de la paix en Guinée, ou aux capacités d'action limitées et désireux de participer aux efforts menés par les jeunes. L'accent sera mis sur des jeunes pouvant s'engager à temps plein dans l'initiative.

Bénéficiaires directs

L'estimation du nombre total de jeunes leaders bénéficiaires directs de l'initiative est de 610 dont au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes de groupes informels:

- 240 jeunes leaders faisant partie des 26 groupes sélectionnés pour développer leur projet pour la paix, et composés d'environ 5 à 15 membres, selon la moyenne des projets en Guinée;
- 320 jeunes additionnels participants qui auront participé à des activités ciblées du projet (analyse des conflits, ateliers de renforcement des capacités, monitoring des projets...).
- 50 jeunes des 4 OSC partenaires de mise en œuvre

Bénéficiaires indirects

Nous estimons qu'environ 16,800 personnes (jeunes, communautés, représentants des autorités, acteurs privés) seront touchées par les plateformes de dialogue (50 personnes par sessions de dialogue, 16 au total) et par les projets menés par les jeunes (1000 personnes touchées par projet), tandis qu'1 million de personnes seront indirectement touchées via la communication de l'initiative sur les réseaux sociaux et les médias.

Méthodologie de ciblage

La sélection initiale des bénéficiaires se fera à l'Activité 2.1.3 (Mobilisation des jeunes en amont de l'analyse des conflits) en deux étapes.

1. Au moins 60% des jeunes seront identifiés via un appel ouvert publié par Search et ses partenaires sur les réseaux sociaux sous la forme d'un formulaire de candidature détaillant les critères de sélection (âge, localisation, etc...).
2. Afin d'assurer la balance des genres, de l'âge et l'inclusion de nos cibles les plus marginalisées, le reste des jeunes sera identifié par l'équipe grâce à des événements de mobilisation dans les 8 localités

¹⁵ Selon la Charte Africaine de la Jeunesse, les jeunes ont entre 15 et 35 ans.

et ciblant spécifiquement ces acteurs (jeunes femmes, jeunes de groupes informels). Ceci prendra par exemple la forme d'une activité d'information pour les jeunes femmes, ou la distribution des formulaires auprès de ces acteurs spécifiques.

Ces méthodes de sélection ont pour but d'éviter l'influence d'acteurs potentiellement partisans. Elles ont également été testées durant le développement du prodoc lors des consultations des jeunes, qui ont permis de récolter les points de vue de 260 jeunes, dont 97 femmes (37,1%), 1 jeune handicapé, 55 jeunes de groupes informels (26,6%), 46 de jeunes n'appartenant à aucun groupe (22,2%).

Ciblage géographique:

Le projet sera exécuté dans 8 localités - Conakry, Boké, Kindia, Pita, Labé, Siguiri, N'Zérékoré et Kouroussa - réparties à travers l'ensemble des régions administratives de la Guinée.

Ces localités ont été sélectionnées car elles couvrent les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée qui ont été ciblées par le "Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée" (PBF). En ciblant ces préfectures, l'initiative capitalisera sur les résultats atteints et pourra par exemple collaborer avec les jeunes des conseils communaux des jeunes et les U-reporters formés dans le cadre de ce projet pour assurer la mobilisation des jeunes, la communication autour du projet ou encore la participation au suivi de l'impact du projet. Des projets de Search sont également actuellement exécutés dans ces préfectures - comme le projet "Unis Dans nos Différences, financé par l'Union Européenne" -, qui abritent par exemple les centres et les clubs de paix, groupes informels menés par les jeunes et visant à renforcer leur participation au renforcement de la cohésion sociale. Les centres de paix permettent par ailleurs de mettre à disposition des jeunes des ressources (livres, matériel informatique/photo) qui pourraient être utilisés dans le cadre de l'initiative.

Ce ciblage territorial nous permettra ainsi d'assurer la durabilité des résultats existants vers des champs d'exploration innovants.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes. Veuillez remplir le tableau ci-bas pour chaque organisation bénéficiaire du projet.

L'agence bénéficiaire directe de l'initiative est Search for Common Ground, qui est cheffe de file. Search sera appuyé par des partenaires de mise en œuvre qui joueront un rôle essentiel dans la planification et l'exécution des activités. Il s'agit d'organisations menées par des jeunes et par des femmes, et qui sont reconnues pour leur impact sur la consolidation de la paix à travers la Guinée. Ces ONG ont été choisies sur la base de leur présence géographique, leur expertise sur la prévention des conflits, le renforcement du leadership des jeunes et des femmes, l'entrepreneuriat social des jeunes.

Organisation	Expertise	Présence géographique	Capacités existantes
Organisation bénéficiaire			

Search for Common Ground	Gouvernance, Prévention des conflits, peacebuilding, jeunes et femmes, participation citoyenne	Bureaux permanents : Conakry, N'Zérékoré Bases terrain : Kankan, Labé Agents: Labé, Pita, Kankan, Mamou, N'Zérékoré, Siguiiri, Beyla, Boké, Faranah, Kissidougou	Équipe de formateurs sur l'ACG/prévention des conflits, méthodologies de formation, coaching, expertise technique sur les médias et le développement et exécution des projets pour la consolidation de la paix
Partenaires de mise en œuvre			
Parlement des jeunes de l'union du fleuve Mano (PJUFM) (ONG locale)	Prévention des conflits et la promotion du leadership des jeunes, incluant les jeunes femmes	Bureau : Conakry Points focaux : Kindia, Kankan, Labé, N'Zérékoré	Gouvernance, consolidation de la paix, genre protection, jeunes
Association des Blogueurs de Guinée (ONG locale)	Fédère les blogueurs et web activistes guinéens, usage des TIC au service de la bonne gouvernance et de la promotion de la démocratie de la paix	Conakry, N'Zérékoré	Gouvernance, participation citoyenne, TIC, communication, mobilisation
Osez Innover (ONG internationale américaine dont le bureau principal est à Conakry)	Incubateur de projets menés par des jeunes et ciblant les jeunes	Conakry, Kindia, N'Zérékoré, Boké	Entrepreneuriat social, plus d'une trentaine de projets de jeunes incubés en 4 ans, coachs formés et prêts à être déployés, méthodologies de formation des jeunes en entrepreneuriat social
Club des jeunes filles leaders de Guinée (ONG locale)	Droits, leadership et autonomisation des femmes	Conakry, Boké, Kindia (dont préfecture), Mamou, Faranah, Kankan, Labé, N'Zérékoré (dont préfecture)	Expertise genre, mobilisation des femmes, droits des femmes, autonomisation des femmes

En plus des partenaires d'exécution, Search travaillera en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (leader) et le Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale (MCUN). La

collaboration avec ces Ministères se fera lors de réunions régulières du comité technique de suivi et du comité de pilotage pour promouvoir la complémentarité avec les initiatives soutenues par le gouvernement, ainsi que par la participation de leurs représentants aux activités clés visant à promouvoir le plaidoyer des jeunes et le dialogue multi-acteurs. Leur appui sera également critique pour la mobilisation des autorités locales lors des différentes activités pertinentes.

Search collaborera également avec les représentants institutionnels et les leaders des communautés locales, un réseau étendu d'OSC locales et des acteurs privés afin de renforcer l'impact du projet et assurer la pérennisation des résultats.

Les partenariats avec ces organisations seront sélectionnés sur la base d'un processus de due diligence interne à Search. Les OSC locales partenaires de mises en œuvre ont été soumises à une évaluation de leurs capacités programmatiques et financières, dont les résultats informeront la formation initiale de mise à niveau.

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Search for Common Ground	2,744,042 USD	-USAID/FHI360 -CSO -Union Européenne -Banque Mondiale -GIZ	Conakry, N'Zérékoré (bureaux permanents) Labé, Kankan (bases terrain)	51: personnel au total 33: Conakry 10: N'Zérékoré 1: Kindia 1: Mamou 1: Pita 2: Kankan 1: Beyla 1: Siguiri 1: Labé	-M&E team en Guinée, et un M&E spécialiste dans la région, capable de se déployer en Guinée pour du support supplémentaire. -Une équipe de média composés de journalistes formés à l'ACG (coordinatrice, producteurs radio et TV, techniciens radio et TV) -Child and Youth Unit, composé d'experts sur les problématiques touchant les jeunes et liés au renforcement de la paix, capable d'être déployée sur le terrain pour apporter son support. Des agents terrains déployés à travers le pays et formés sur l'ACG et ayant une expertise de travail avec les jeunes.

- b) **Gestion du projet et coordination** – présenter l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et rôles, et indiquer quels postes seront financés par le projet, et le pourcentage du budget total. Expliquer la coordination envisagée pour le projet et les mécanismes de contrôle, y compris le lien avec le Secrétariat PBF s'il existe. Remplissez **l'annexe C** : liste de vérification pour le lancement du projet et veuillez attacher les TDRs pour les postes principaux du projet.

Coordination du projet

Le projet sera mis en œuvre sous le leadership d'un Coordinateur de projet qui assurera la bonne exécution du plan de travail et bénéficiera de l'appui du Directeur Pays. Le coordinateur assure le contrôle de la qualité et la bonne exécution des activités.

Un comité de pilotage composé des représentants de Search, des 4 partenaires de mises en œuvre - Osez Innover, ABLOGUI, le PJUFM, le Club des jeunes filles leaders de Guinée -, des représentants du Ministère de la Jeunesse, et du MCUN, de la Primature et du Secrétariat du PBF en Guinée. Ce comité assurera le suivi du projet et le partage des réflexions. Le Secrétariat PBF sera également invité aux activités clés du projet pour assurer la bonne collaboration et le suivi des résultats. Le PBF et les 2 Ministères partenaires seront notamment mobilisés pour assurer la collaboration des autorités nationales locales et pour participer aux activités clés du projet visant à renforcer la collaboration et le dialogue entre ceux-ci et les jeunes leaders. Ce comité se réunira au début de l'initiative puis de façon semestrielle.

Un comité technique de suivi, composé des représentants techniques des mêmes institutions se réunira trimestriellement afin d'assurer la bonne conduction de l'initiative et le respect de ces objectifs, et fournir des recommandations à l'équipe de l'initiative.

Formation initiale des partenaires d'implémentation

Cette première formation ciblera les équipes des leaders des 4 OSC de mise en œuvre ainsi que celle de Search et passera en revue les fondements de l'ACG, les procédures de suivi de Search et les méthodologies de mise en œuvre de l'initiative, de l'entrepreneuriat social pour la paix sensible au genre et aux personnes marginalisées. Cette première activité sera exécutée au début de l'initiative, et sera délivrée par l'équipe de Search et le partenaire Osez Innover, afin d'assurer la mise à niveau de l'ensemble des acteurs de mise en œuvre et préparer les acteurs à la mise en œuvre aux activités. Des sous-subsventions seront allouées aux 4 OSC de jeunes partenaires afin de les soutenir financièrement dans la mise en œuvre des activités de l'initiative. Search mettra en place un système de suivi afin d'assurer la bonne utilisation de ces fonds.

Exécution des activités

Les activités (formations, coaching, analyse participative) seront mises en œuvre par le personnel des partenaires de mise en œuvre, sous la coordination de l'équipe de Search, afin de donner le leadership aux OSC des jeunes. Pour ce faire, les partenaires seront formés pour renforcer leur expertise et leurs capacités techniques et professionnelles.

L'équipe Média (deux Producteurs et deux Techniciens TV et radio) sera en charge du développement, de la production et de la diffusion des produits de communication. Elle appuie également les jeunes leaders via des formations techniques en média, s'ils le nécessitent durant leur coaching.

Search continuera de développer des partenariats avec les acteurs locaux, tels que les jeunes influenceurs du web et des médias et d'autres OSC expertes sur les problématiques de la jeunesse afin d'assurer le succès et l'impact du projet et acteurs privés. Ils formeront un réseau d'experts qui soutiendront de façon ad hoc, selon leurs domaines d'expertise, leurs compétences et leur pertinence pour les projets développés par les bénéficiaires.

Equipe support de Search

Le budget des ressources humaines de Search représente 20% du budget total.

Le **coordinateur du projet** (100%) appuyé par **4 Agents de terrain** (100%), réparti dans chaque région du pays, et qui assureront le suivi des activités à l'intérieur du pays. Leur rôle sera d'assurer la bonne conduction des activités, d'être les points focaux des partenaires de mises en œuvre et appuyer leur bonne coordination.

Un **Gender officer** (100%) sera chargé d'assurer le respect de la sensibilité au genre, de former et sensibiliser les partenaires et les bénéficiaires à cette problématique à travers le projet.

Un **Associé au Programme** (20%) sera le point focal entre Search et le PBF et assurera la qualité et la soumission des rapports de suivi du projet. Elle appuiera également les efforts de réflexion autour des résultats de l'initiative afin d'orienter l'adaptation de celle-ci.

L'équipe S&E assurera le suivi des résultats du projet global ainsi que celui des projets des jeunes leaders: sous la supervision du Coordinateur S&E (40%), le Chargé S&E (60%) conduira les missions de suivi du projet, appuiera le Coordinateur pour les activités générales de S&E (développement des outils, recrutement des consultants, révision des évaluations, formation des bénéficiaires assurant le suivi des projets exécutés par les jeunes)

L'équipe administrative sera composée d'un **Chargé des finances du projet** (60%), d'un **Manager Finance Pays** (20%), d'un **Coordinateur Administratif** (40%) et d'un **Chauffeur** (100%) et d'un **Assistant de bureau** (40%), pour assurer le suivi financier de l'initiative, et de toutes les activités de logistique et administratives.

Une équipe d'experts techniques appuiera ponctuellement l'équipe pays sur place: un **Coordinateur Régional S&E** (qualité et appui technique pour l'apprentissage), un **Manager Régional des Programmes** (contrôle qualité), un **Expert Thématique Jeune**, un **Expert en TIC** et un **Expert en communication**, un **Contrôleur financier** (conformité aux procédures financières de Search et du bailleur) et un **Directeur régional** (orientations et décisions stratégiques) Cette équipe d'experts assurer le contrôle des processus, en appui au directeur pays. L'Expert Jeune en particulier assurer la bonne application de la méthodologie Youth 360, fournir un appui technique aux étapes clés et conseillera l'équipe et les partenaires de mise en oeuvre.

Search embauchera 6 personnes au début de l'initiative: le coordinateur du projet, les 4 agents terrain et le gender officer. Les agents terrain et le gender officer seront budgétisés à 100% sur le projet étant donné le suivi renforcé qui sera nécessaire sur le terrain et pour assurer le monitoring des partenariats avec les 4 OSC jeunes, ainsi qu'avec les bénéficiaires de l'initiative. Cependant, Search pourra s'appuyer sur le staff existant pour lancer le projet.

Liste des TDR (annexes):

- Coordinateur de Projet
- Agents terrain
- Gender officer
- Associé au Programme
- Chargé S&E
- Coordinateur DME
- Chargé des finances du projet
- Technicien TV
- Technicien audio
- Producteur TV et audio
- Coordinateur administration
- Expert Thématique Jeune

- c) **Gestion du risque** – identifier le niveau de risque pour la mise en œuvre du projet et établir une liste des risques spécifiques en indiquant la manière dont ils seront mitigés, y compris l'approche proposée pour mettre à jour les risques et l'ajustement des activités du projet. Inclure le principe "ne pas nuire" et de mitigation des risques.

Le niveau du risque pour l'initiative est 1.

Risque	Probabilité	Gravité de l'impact	Stratégie d'atténuation
Tensions liées aux élections	Haut	Haut	Suivi des alertes d'information Adaptabilité des activités
Mobilisation des jeunes les plus marginalisés (groupes informels, femmes...)	Moyen	Haut	Sensibilisation spécifique, information, utilisation des réseaux de femmes et des groupes informels
Mauvaise compréhension des jeunes leaders de la nature des projets à développer	Moyen	Haut	Formation, coaching, sensibilisation, information
Capacités des partenaires de mise en oeuvre limitées dans certains domaines	Haut	Haut	Évaluation des capacités techniques et financières Programme de formation adapté tout au long de l'initiative
Manque de collaboration des autorités locales, des acteurs privés	Faible	Moyen	Sensibilisation, information, collaboration avec autorités nationales et bailleurs pour mobiliser les acteurs

d) **Suivi / évaluation** – Quelle sera l'approche de suivi / évaluation du projet, y compris l'expertise en suivi / évaluation de l'équipe et les moyens et la chronologie pour l'analyse des données. Inclure le détail du budget alloué au suivi / évaluation, y compris pour la collecte de données de base et les données de fin de projet, et pour l'évaluation indépendante, et un calendrier approximatif du suivi / évaluation. Allouer au minimum 5 à 7% du budget du projet aux activités de suivi / évaluation, y compris les fonds adéquats.

- Le suivi continu:

fin de s'assurer de la qualité du projet, chaque activité, leur mise en œuvre et performance, fera l'objet d'un suivi, détaillé ci-après. Des outils de suivi seront développés par le chargé de S&E attaché au projet et se baseront sur des indicateurs de performances d'activités qui visent à mesurer les changements escomptés. En outre, les indicateurs de base seront collectés par l'équipe S&E lors de l'analyse des conflits menée en début de projet. Ils permettront également de renseigner l'appréciation et la pertinence de chaque activité. Les partenaires de mise en œuvre du projet seront formés à l'utilisation de ces outils afin de d'optimiser leur appropriation pour une utilisation rationnelle.

Les missions de suivi seront organisées par Search en collaboration avec les structures partenaires, permettant l'organisation de focus groupes et d'entretiens avec des informateurs clés en vue de recueillir les impressions des bénéficiaires sur les activités, mais également de mesurer les premiers effets produits par ces dernières. Elles permettront de réfléchir aux orientations stratégiques du projet à revoir dans la mise en œuvre, et de s'assurer de l'application de la méthodologie « Do no harm » et la sensibilité aux conflits de l'initiative. Partant des observations sur le terrain, les réactions des bénéficiaires sur les activités du projet et des effets induits ou non de celles-ci, les missions de suivi aboutiront à des sessions de réflexion semestrielles organisées par l'équipe de Suivi et Évaluation en collaboration avec les équipes de projet et les structures partenaires de mise en œuvre du projet, pour orienter la mise en œuvre des activités. Les visites de suivi permettront également aux équipes de Search et à ses partenaires, de récolter des témoignages et histoires de succès, qui permettront d'illustrer les changements avérés chez les bénéficiaires.

Aussi et pour s'assurer d'un suivi communautaire à la base, Search encouragera et soutiendra l'utilisation des Community Score Card pour mesurer le niveau d'intégration des jeunes dans les processus de consolidation de la paix dans leurs communautés, la pertinence des initiatives jeunes en matière de consolidation de la paix et le soutien apporté aux jeunes dans le processus de consolidation de la paix. Search appuiera les Structures partenaires locales à mettre en place des comités d'évaluation participative dans les zones du projet et formera les membres des comités d'évaluation participatives à l'utilisation des bulletins Score Card.

- L'évaluation:

Evaluation à mi-parcours

En vue de s'assurer que le projet est mis en œuvre selon le plan d'action et pour apprendre de cette mise en œuvre, une évaluation à mi-parcours du projet sera réalisée au cours du neuvième mois. Cette évaluation en plus de nous donner une vue à mi-parcours de l'évolution du projet, permettra de mesurer le niveau d'atteinte des indicateurs initiaux du projet, mesurer les premiers résultats qui découlent des actions du projet et de voir s'il y a des facteurs qui affectent la mise en œuvre des activités et comment Search et ses partenaires peuvent atténuer ces facteurs.

Les recommandations pour une prise de décisions stratégiques pour la suite du projet.

Evaluation finale

L'évaluation finale du projet sera réalisée dans les derniers mois de la mise en œuvre du projet, afin d'évaluer la durabilité, pertinence, efficacité et impact du projet. Cette évaluation sera externe et permettra de mesurer les principaux résultats du projet en lien avec les indicateurs de base. Elle permettra aussi de mesurer l'impact et la durabilité du projet. La méthodologie de l'évaluation finale sera en ligne avec celle utilisée pour l'étude de base et sera développée par le ou la consultant(e) sélectionné(e) en étroite collaboration avec l'équipe Institutional Learning, les équipes de projet et les structures partenaires locales.

L'évaluation finale intégrera une étude perception pour mesurer la perception des bénéficiaires - en particulier les jeunes sur les actions du projet. Celle-ci portera sur la planification des activités, leur mise en œuvre, la manière dont les jeunes ont été mobilisés et intégrés aux actions du projet. Elle permettra aussi de mesurer les premiers résultats qui découlent de la mise en œuvre du projet et les leçons apprises de celle-ci afin d'informer les interventions futures de Search et des structures partenaires locales dans le domaine de l'implication des jeunes dans les processus de consolidation de la paix. Cette étude sera conduite par un consultant externe avec l'appui de l'équipe S&E de Search sur les aspects logistiques et pour assurer la qualité de l'évaluation et le respect des standards de Search et du PBF en matière d'évaluation.

Les leçons apprises et les recommandations seront partagées avec les parties prenantes clés lors de restitutions organisées par l'évaluateur avec le soutien de Search. Le rapport d'évaluation sera mis à la disposition du public sur le site web de Search, ainsi que sur la plateforme *DME for Peace*.

Search partagera les résultats de suivi et d'évaluation avec les participants du projet, les organisations locales de la société civile et les partenaires internationaux, notamment à travers le partage des résultats sur le site web de Search, afin que l'apprentissage et les recommandations clés de ce projet puissent guider l'engagement futur de tous. Les leçons apprises permettront aux équipes de Search et des structures partenaires locales, dans le cadre de leurs futures programmations, de concevoir des initiatives efficaces et durables, basées sur les bonnes pratiques et des techniques testées et adaptées. L'ensemble des outils, études, et analyses produits dans le cadre de l'initiative seront également partagés aux équipes du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations-Unies travers la soumission de rapports narratifs trimestriels, intermédiaires et finaux.

- e) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez la stratégie de sortie du projet et comment le projet clôturera ses activités, y compris les mesures de la durabilité, des accords avec d'autres bailleurs de fonds pour une mobilisation des ressources, et indiquer les activités qui n'auront plus besoin de financement. S'il est prévu que d'autres bailleurs de fonds soutiennent le projet à sa conclusion, expliquez comment le projet assurera ce soutien de manière pro-active dès le début du projet. Le cas échéant, quel sont les liens avec des plateformes ou partenariats existants ?

L'objectif principal de l'initiative est d'accompagner les jeunes dans le développement de leurs projets pour la paix, et renforcer leurs capacités à développer leurs idées, à mobiliser des fonds et communiquer autour de leurs projets de façon autonome, grâce au support de leurs coachs et de leur mise en réseau avec les acteurs institutionnels, les autorités locales, les acteurs privés et les communautés via les plateformes de dialogue. Pour mesurer la durabilité des résultats de l'initiative globale, l'équipe se concentrera sur l'évaluation de:

- l'autonomie des jeunes groupes exécutant leurs projets (à continuer leur projet, à mobiliser des fonds, à communiquer et à renforcer le dialogue avec les autres acteurs)
- les effets de l'initiative sur les jeunes, les communautés et les autorités (approche *people to people*)
- les premiers effets des projets des jeunes
- la collaboration et le dialogue durable entre les jeunes et leurs coachs
- la durabilité du fonds d'incubation des projets des jeunes, selon la méthode décidée en collaboration avec les jeunes

A la fin du projet, il est attendu que ces résultats ne nécessitent pas de financement du PBF pour assurer leur pérennité, mais puisse cependant être soutenus par d'autres bailleurs, programmes de consolidation de la paix afin de les catalyser et de les répliquer.

Pour ce faire, les efforts durant l'exécution de l'initiative seront axés sur le développement des capacités des jeunes leaders leur permettant de tester et améliorer leurs compétences pratiques, et de les transférer à leurs pairs de manière continue tout au long du projet, de sorte à pouvoir à agir de façon autonome et à mobiliser leurs pairs. Les activités viseront également à renforcer le dialogue et la collaboration avec les communautés, les autorités locales et nationales, les acteurs privés, les médias et les bailleurs, à travers des activités inclusives. Les liens étroits tissés par les parties prenantes dans le cadre des différentes activités et cadres d'échanges assureront la poursuite des partenariats au-delà de la durée du projet. Grâce à des collaborations entre les participants à l'initiative et les organismes gouvernementaux (nationaux et communautaires), ainsi qu'avec les partenaires internationaux engagés dans la thématique de la participation des jeunes dans les processus de consolidation de la paix, de nouvelles possibilités de collaboration pourront être amenées à s'ouvrir pour poursuivre l'engagement au-delà du projet, et assurer un soutien continu aux parties prenantes.

En outre, la programmation multimédia du projet aura un effet multiplicateur en atteignant un public plus large, au-delà des zones cibles du projet. En travaillant avec un réseau de radios communautaires pour diffuser des informations de qualité sur la participation des jeunes dans la consolidation de la paix en Guinée, le projet contribuera à durablement à réduire les rumeurs et à contrer la désinformation, qui alimentent les préjugés sur les capacités des jeunes à jouer un rôle important dans les processus de paix. Les produits médias développés durant l'initiative permettront à l'équipe du projet de partager les résultats obtenus au niveau local auprès d'autres communautés. Les médias constituent en effet un outil puissant pour transformer les connaissances, les attitudes et les comportements, permettant ainsi un impact durable de l'action.

Par ailleurs, les activités de suivi et d'évaluation de l'initiative globale, et des projets des jeunes, permettront de documenter les leçons apprises, les défis et les bonnes pratiques afin d'informer le processus de réflexion autour de la méthodologie Youth 360, et permettre ainsi l'adaptabilité de cette dernière en vue de la répliquer dans d'autres régions de la Guinée, de l'Afrique et du monde. Ce processus est particulièrement soutenu par les experts de la Child and Youth Unit de Search, les développeurs de la méthodologie, qui espèrent combiner les données de l'initiative "Foniké: entrepreneurs sociaux pour la paix en Guinée" (Guinée) à "Young Women as Drivers of Peace: Providing 360° Support to Emerging Women Leaders" (Sri Lanka), également soumis à PBF GYPI et testant également Youth 360.

IV. Budget du projet

À toutes fins utiles, veuillez fournir une brève justification du budget proposé, indiquer les choix effectués lors de la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les voyages, ou tout autre soutien indirect du projet afin de mettre en évidence l'approche visant l'optimisation des ressources (value for money).

Remplissez les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel à part).

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the

Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project¹⁶
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

¹⁶ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
Résultat 1: La réduction des conflits socio-politiques est effective dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes hommes et femmes		Indicateur 1 a % des répondants dans les communautés qui attestent que les conflits socio-politiques ont diminué dans leurs communautés Niveau de référence: 0 Cible: 60 % des jeunes interviewés	Étude de base, Évaluation à mi-parcours et finale	Semestre 2

<p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue)</p>	<p>Indicateur 1 b % des répondants qui déclarent que l'implication des jeunes a contribué cette réduction des conflits sociopolitiques est dans les communautés</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 75% des jeunes interviewés</p>	<p>Étude de base, Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Semestre 1</p>
<p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le</p>	<p>Indicateur 1c</p> <p>Niveau de référence: Cible:</p>		

<p>cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>	<p>Produit 1.2: Les jeunes participent à un processus inclusif d'analyse participative des conflits Liste des activités relevant du produit: A1.2.1 Recrutement de 320 groupes de jeunes formels et informels par appel d'offre ouvert dans les 8 préfectures ciblées A1.2.2 Ateliers de formation de représentants de jeunes sur la transformation des conflits, la communication, et l'entrepreneuriat social pour la paix afin de développer leurs idées de projets</p>	<p>Indicateur 1.2.a: # de jeunes qui participent à un processus inclusif d'analyse participative des conflits (désagrégé en genre, âges, secteur d'activité et localité identifiés). Niveau de référence : 0 Cible : 320</p>	<p>Rapports d'activités, Rapports de formations, Rapports de missions de suivi, listes présence, bénéficiaires...</p>	<p>Trimestre 1</p>
---	--	---	---	--------------------

	<p>Produit 1.3: Les jeunes leaders développent une compréhension commune des dynamiques de conflit dans leur communauté</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>A1.3.1: Création et administration d'une page internet</p> <p>A1.3.2: Formation des formateurs (pour la préparation au concours)</p> <p>A1.3.3: Ateliers de préparation au "Concours pour l'entrepreneuriat social des jeunes pour la paix" (phase initiation)</p>	<p>Indicateur 1.3: % des jeunes qui estiment avoir développé une compréhension commune des dynamiques des conflits dans leurs communautés (désagrégé en genre, âges, secteur d'activité et localité identifiés).</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 80% des jeunes qui participent au processus d'analyse participative des conflits</p>	<p>Étude de base, Évaluation à mi-parcours et finale</p>
--	---	--	--

<p>Résultat 2: Amélioration de la cohabitation pacifique dans les communautés ciblées par le projet par l'engagement des jeunes leaders</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>(Recommandations de l'Examen</p>	<p>Indicateur 2.a : % des répondants qui attestent une amélioration de la cohabitation entre les populations dans leurs communautés (désagrégé en genre, âges, secteur d'activité et localité)</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 60%</p> <p>Indicateur 2.b : % des répondants qui attestent que le leadership et l'engagement des jeunes leaders ont contribué à cette amélioration (désagrégé en genre, âges, secteur d'activité et localité)</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 75%</p>	<p>Étude de base Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Étude de base Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Semestres 1;</p> <p>Semestres 1;</p>
--	--	---	---

<p>périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>	<p>Produit 2.1 Le fonds d'incubateur permet la pérennisation des initiatives jeunes dans les efforts de consolidation de la paix</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>A.2.1.1 Plaidoyer auprès des acteurs et partenaires et processus de réflexion pour la pérennisation du Fonds d'incubation pour les projets des jeunes pour la paix</p>	<p>Indicateur 2.1.1 : # de projets développés par des jeunes qui continuent d'exister même après le retrait de Search et ses partenaires Niveau de référence :0 Cible :8</p> <p>Indicateur 2.1.2 : % des jeunes (hommes et femmes) qui déclarent que ces projets ont bénéficié de la subvention du fonds d'incubation, et l'accompagnement par les coachs. (désagréé en genre, âges, secteur d'activité et localité) Niveau de référence :0 Cible :80%</p>	<p>Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>semestre 2 e</p>
---	--	--	---	---------------------

	<p>Produit 2.2 Des projets pour la paix sont développés par les jeunes</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>A2.2.1. Atelier d'élaboration des termes de référence du "Concours Youth 360: pour l'entrepreneuriat social des jeunes pour la paix"</p> <p>A2.2.2 Phase 1 du Concours: sélection des communautés sur les réseaux sociaux</p> <p>A2.2.3 Phase 2 du Concours: comité de sélection</p>		Semestre 2
		Rapports de sélections, Copie des projets, Rapports d'activités, Rapports de suivi et évaluation	Semestre 2
		Évaluation à mi-parcours et finale	Semestre 3

	<p>Produit 2.3 Programme de coaching sur mesure établi pour les groupes de jeunes leaders gagnants du Concours</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>A2.3.1: Sélection des coachs des jeunes et formation des coachs et des formateurs</p> <p>A2.3.2: Programme de formation en entrepreneuriat social pour la paix</p> <p>A2.3.3: Programme de coaching pour le développement des projets (phase coaching)</p>	<p>Indicateur 2.3.1: % des membres des groupes de jeunes leaders qui déclarent que le coaching leur était adapté et leur a permis de réussir le développement e de leurs projets. (désagréé en genre, âges, secteur d'activité et localité)</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 80%</p> <p>Indicateur 2.3.3: # de projets pour la paix développés et soutenus par les coachs pour leur mise en oeuvre par les jeunes dans les communautés</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible:16</p>	<p>Étude de base, Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Semestre 1 e</p>
--	--	---	--	---------------------

<p>Résultat 3: Les décideurs et les communautés sont conscients du rôle</p>	<p>Produit 2.4: Les projets des groupes de jeunes leaders gagnants du Concours sont mis en oeuvre par les jeunes</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>A2.4.1: Investissement des fonds d'incubation et programme de coaching pour l'accompagnement à la mise en oeuvre des projets et programme de coaching pour l'accompagnement à la mise en oeuvre des projets</p>	<p>Indicateur 2.4.1a: # de projets financés mis en oeuvre et accompagnés de coaching Niveau de référence: 0 Cible: 16</p> <p>Indicateur: 2.4.1b: % des membres des groupes de jeunes qui déclarent que le coaching leur a permis de se renforcer dans le cadre de la mise en oeuvre d'un projet. (désagrégé en genre, âges, secteur d'activité et localité) Niveau de référence: 0 Cible: 80%</p>	<p>Copies des projet financés, MoU signés, Plan d'action</p> <p>Étude de base Évaluation à mi-parcours et finale</p>	<p>Semestre 1 e</p>
		<p>Indicateur 3 a: % des décideurs dans les communautés qui sont conscients du rôle de jeunes en tant que moteur de la consolidation de la paix et reconnaissent la nécessité de les inclure dans les efforts de la paix en prévision des échéances électorales Niveau de référence: 0 Cible: 60</p>	<p>Étude de base Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Étude de base Évaluation à mi-parcours et finale</p>	

<p>des jeunes en tant que moteurs de la consolidation de la paix et reconnaissent la nécessité de les inclure dans les efforts de consolidation et de la paix en prévision des élections de 2019-20</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>	<p>Produit 3.1 Les décideurs et communautés ont une meilleure compréhension du rôle des jeunes pour la paix.</p> <p>Liste des activités qui appartiennent au produit:</p> <p>A 3.1.1 Youth 360 talks.</p> <p>A3.1.2: Productions médias</p>	<p>Indicateur 3 b: % des décideurs qui attestent avoir pris des initiatives pour les jeunes dans les efforts de paix dans leurs communautés</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 75%</p> <p>Indicateur 3.1.1: % des répondants dans les communautés qui attestent avoir été touchés par les ateliers de dialogue mené par les jeunes et par les programmes radios produits</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 75%</p> <p>Indicateur 3.1.2: % de répondants qui déclarent que les programmes radios ainsi que les talks 360 des jeunes leur ont permis d'avoir une meilleure compréhension du rôle des jeunes pour la paix</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 60%</p>	<p>Étude de base, Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Étude de base, Évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>Semestre 3</p>
---	--	--	---

Annex C: Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	O UI	N N	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ? Veuillez attacher.	X		6 staffs devront être embauchés (voir section "coordination du projet"). Le reste du staff est déjà opérationnel
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		

<p>4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ? Veuillez expliquer quand cela a été fait ou quand ce sera fait.</p>	<p>X</p>	<p>Consultations des jeunes via des formulaires en ligne et dans les préfectures ciblées. Ateliers de travail avec les 4 OSC jeunes, les 2 ministères et le Secrétariat du PBF. Réunions passées : Consultations des jeunes via des formulaires en ligne du 02/09/2019 jusqu'au 09/08/2019 et dans les préfectures ciblées. Ateliers de travail avec les 4 OSC jeunes, les 2 ministères et le Secrétariat du PBF le 31/07/2019, 07/08/2019 et 14/08/2019. Prévu : la semaine du 26 au 30 août et première semaine de septembre</p>
<p>5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?</p>	<p>X</p>	<p>Consultation avec le PBF, les OSC des jeunes, les acteurs impliqués dans les projets similaires</p>
<p>6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme</p>	<p>X</p>	

7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?		Réunions en cours pour assurer la collaboration des ministères et leur participation aux instances de gouvernance du projet (comité de pilotage, comité technique de suivi) et activités clés de l'initiative
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différentes agences bénéficiaires ?	X	
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?	N/A	Search devra embaucher 6 nouveaux staff (coordinateur du projet, gender officer, 4 agents terrain) en début de projet. Cela devrait prendre 45 jours.